

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Lille, le 3 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

DENAIN LOGISTIQUE

ZAC Les Pierres Blanches
59220 DENAIN

Références : 2022-V1-473
Code AIOT : 0007002482

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2022 dans l'établissement DENAIN LOGISTIQUE implanté Z.I. Les Pierres Blanches Rue Louis Petit 59220 DENAIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la précédente inspection du 03/05/2022, de nombreuses non-conformités ont été constatées et ont fait l'objet d'une proposition de mise en demeure. Dans le cadre du contradictoire, l'exploitant a transmis par courrier du 22/07/2022 ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ainsi que des éléments de réponse aux non-conformités.

Au regard de ces éléments, il s'avère que certaines des non-conformités sont susceptibles d'être levées. Afin de vérifier l'efficacité des actions mises en place, l'inspection a réalisé une visite inopinée des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DENAIN LOGISTIQUE
- Z.I. Les Pierres Blanches Rue Louis Petit 59220 DENAIN
- Code AIOT : 0007002482
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La SARL DENAIN LOGISTIQUE est une entreprise dont les activités principales sont le stockage et le conditionnement d'engrais ainsi que l'entreposage de moyenne durée ou de faible rotation de céréales.

Le dépôt d'engrais et le silo plat de stockage de céréales sont implantés à proximité des échangeurs routiers A2 et RN455/A21 et du canal de l'Escaut.

Les activités de la SARL DENAIN LOGISTIQUE sont autorisées par arrêté préfectoral du 20 février 2013 complété le 6 mars 2020.

Entreprise familiale depuis sa création, la société DENAIN LOGISTIQUE a été rachetée à la fin de l'année 2017 par le groupe coopératif agricole et viticole Acolyance devenu aujourd'hui CERESIA.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection du 03/05/2022 sur les ammonitrates

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Enregistrement de suivi en continu des engrais	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.3.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Porter à connaissance	AP Complémentaire du 20/02/2013, article 1.5.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 7.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Détection automatique	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Ensachage et palettisation	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.13	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
7	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 7.5.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Installations électriques	AP Complémentaire du 20/02/2013, article 7.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Rétention et confinement	AP Complémentaire du 20/02/2013, article 7.4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Stockage	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Mélange d'engrais hors usine	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection de l'environnement a relevé que 13 des 18 non-conformités initiales subsistent. Ces dernières ont précédemment fait l'objet d'une proposition de mise en demeure. Cette proposition est donc confirmée par le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Enregistrement de suivi en continu des engrais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été proposées : Mise en demeure, respect de prescription • délais proposé : 1 mois
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux. Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné : - immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site ; - sous vingt-quatre heures, le(s) fabricant(s) des engrais stockés sur le site, la liste des clients, leurs coordonnées et les quantités livrées ; - sous quarante-huit heures ouvrables, les coordonnées des transporteurs. L'exploitant tient à jour un état des opérations réalisées au niveau des installations (bâchage, nettoyage notamment) ainsi qu'un enregistrement des incidents survenus. Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles.
Constats du 03/05/2022 : L'exploitant réalise et affiche hebdomadairement un plan des stocks qui mentionne les n° des cases ou les références des emplacements, ainsi que la dénomination des engrais qui y sont stockés. Le plan des stocks remis en séance date du 29/04/2022. Son affichage est constaté à l'extérieur au niveau de l'accueil du site et à l'entrée du hall 5. Vu sa fréquence de mise à jour hebdomadaire, le plan des stocks affiché peut ne pas correspondre avec la réalité des stocks à un instant t, notamment plusieurs jours après son édition.

Non conformité n°1 :

La fréquence de mise à jour hebdomadaire du plan de localisation des stocks n'est pas en adéquation avec l'objectif d'information des services de secours dès leur arrivée en cas d'accident.

En parallèle du plan des stocks susvisé, l'exploitant dispose d'un registre informatique par client (5 clients au jour de l'inspection). Les 2 registres consultés pour les engrais à base d'ammonitrates mentionnent : le fournisseur, le type d'engrais, les quantités en stock et l'emplacement de stockage (n° de case ou emplacement).

Toutefois, il est constaté pour certains stockages dont des engrais à base d'ammonitrates que :

- le n° des cases de stockage des registres clients ne correspond pas au n° des cases de stockage du plan de localisation présenté ;
- les dénominations de plusieurs engrais du plan de localisation ne correspondent pas aux dénominations des registres clients.

De nombreux stockages extérieurs, ainsi que le contenu des bâtiments 6 et locabri, ne sont pas référencés sur le plan des stocks.

Par courriel du 11/05/2022, l'exploitant a transmis un plan des stockages actualisé au 09/05/2022.

Ce plan des stockages est complété par les emplacements de certains stockages extérieurs.

Non conformité n°2 :

L'état des stocks d'engrais ne permet pas d'identifier immédiatement et avec certitude les emplacements précis des engrais sur le site, les quantités présentes et les caractéristiques de chaque engrais.

Cet état s'avère également incomplet puisque toutes les quantités présentes sur site ne sont pas identifiées et localisées, notamment les références des différents produits stockés dans les bâtiments 6 et locabri et de certains stockages extérieurs (entre les halls 5 et 6) ne sont pas mentionnées.

Les registres clients informatisés sont accessibles via internet par VPN.

Réponse de l'exploitant du 22/07/2022 :

Le plan de stockage est actualisé. Un exemplaire est joint au courrier.

Un état des stocks et le plan de stockage sont mis chaque fin de journée dans une boîte aux lettres à l'extérieur des bureaux afin d'être à la disposition du SDIS en cas d'intervention. Un exemplaire est joint au courrier.

Le numéro des cases et le repérage par lettre (+ numéro des big-bags) permet de faire une correspondance entre le plan et l'état de stocks.

Constats du 19/09/2022 :

Lors de l'arrivée sur site, la boîte aux lettres à disposition du SDIS est constatée.

Les documents sont immédiatement consultés. Le plan des stockages et les états des stocks sont à disposition.

L'exploitant archive les plans de stockage et les états des stocks. La consultation de ceux-ci permet de constater que la fréquence de mise à jour quotidienne est appliquée (hors jours non travaillé).

A ce titre, la non-conformité 1 est levée.

Au regard des documents consultés, la correspondance entre le plan et les états des stocks ne permet pas de déterminer facilement et avec certitude les quantités présentes dans chacun des emplacements, ce qui ne permet pas de répondre à l'objectif d'information immédiate des secours.

A ce titre, la non-conformité 2 subsiste.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2013, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite qui avait été proposées : Mise en demeure, respect de prescription• délais proposé : 3 mois
Prescription contrôlée : <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats du 03/05/2022 : <p>L'exploitant a réalisé des modifications de ses installations :</p> <ul style="list-style-type: none">- réduction de la surface de stockage des céréales du bâtiment 1 remplacée par des stockages d'engrais non classés ICPE ;- présence de zones de stockages extérieures d'engrais non classés ICPE ;- remplacement en cours de la cuve de gasoil, avec création d'un nouvel emplacement de stockage et de distribution. <p>Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet avant leur réalisation.</p> <p><u>Non conformité n°3 :</u> Des modifications des conditions d'exploitation sont réalisées sans les avoir préalablement portées à la connaissance du préfet. Il appartient à l'exploitant de déposer un dossier de porter à connaissance au préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p><u>Observation n°1 :</u> Dans le cadre du dossier de porter à connaissance susvisé, il appartient à l'exploitant de déterminer et de justifier, au regard de la diversité des caractéristiques des engrais susceptibles d'être présents, notamment de leur éventuel caractère combustible, le classement de son établissement vis-à-vis de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées (entrepôt couvert dédié au stockage de matières ou produits combustibles). Dans le cadre de cette démarche, l'exploitant pourra utilement se faire assister par un bureau d'études.</p>
Réponse de l'exploitant du 22/07/2022 : <p>Une commande est passée auprès de la société GV Conseil pour la réalisation d'un nouveau porter à connaissance. Le bon de commande du 05/07/2022 est joint.</p> <p>L'exploitant précise que le positionnement vis-à-vis du classement au titre de la rubrique 1510 y sera intégré et que le dossier sera remis quand il sera terminé.</p>
Constats du 19/09/2022 : <p>A ce jour, aucun dossier de porter à connaissance n'a été transmis au préfet.</p> <p>Le bon de commande ne précise aucun délai.</p> <p>A ce titre, la non-conformité 3 subsiste.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite qui avait été proposées : Mise en demeure, respect de prescription• délais proposé : 1 mois
Prescription contrôlée : <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>L'établissement est doté notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• d'un dispositif d'alerte audible de tout point des bâtiments (alarme sonore, télésurveillance par exemple) déclenché par le système de détection défini à l'article 8.2.6.5. du présent arrêté. Ce dispositif doit permettre une action 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;• d'un volume d'eau pour la défense incendie d'au moins 240 m³ utilisable en deux heures et disponible à une distance inférieure à 100 mètres ; cette défense incendie est assurée par une bouche incendie d'un débit de 126 m³/h et deux aires d'aspiration dans le canal de l'Escaut ; les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ; l'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau ; l'exploitant s'assure que le site dispose d'un débit d'eau suffisant, régulier et disponible à tout moment afin de combattre efficacement un sinistre ; le débit d'eau est défini de sorte à lutter contre un sinistre survenant dans la case de stockage d'engrais ou dans l'îlot de plus grande contenance ou ayant les conséquences les plus pénalisantes ; <p>Le réseau d'alimentation en eau est maillé afin de permettre une égale répartition des débits ;</p> <p>[.]</p> <ul style="list-style-type: none">• d'extincteurs (extincteurs à poudre sur roues, extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres à raison d'un appareil pour 200 m² de plancher complété par des extincteurs appropriés à des risques particuliers) répartis sur le site et notamment à l'intérieur du bâtiment de stockage d'engrais, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; <p>A proximité des aires de chargement et de déchargement extérieures aux stockages d'engrais, des aires de stationnement des engins de manutention, l'exploitant dispose :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'au moins un extincteur sur roue de grande capacité (50 kg) ;• de pelles et de réserves de sable meuble et sec de 100 litres minimum. <p>Tous les matériels concourant à la lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>[.]</p>
Constats du 03/05/2022 : <p>Lors de la visite des installations, il a pu être constaté :</p>

- le personnel dispose de talkies-walkies pour communiquer sur le site, d'une ligne fixe et de téléphones portables pour alerter les services de secours ;
- un plan des locaux avec une description des dangers de chaque local. Toutefois, **ce plan n'est pas complet puisque les nouvelles zones de stockage des engrais non classés du hall 1 n'y sont pas mentionnées ;**
- les dispositifs de détection au droit des 4 cases de stockage des engrais classés sous la rubrique 4702.III ;
- une bouche incendie est présente à l'extérieur du site à une distance inférieure à 100 m des installations ;
- **la seconde bouche incendie recensé dans le plan d'intervention interne à l'extérieur du site n'a pas été trouvée ;**
- les 2 accès depuis le site au quai bordant le canal de l'Escaut permettant de mettre en place 2 aires d'aspiration dans le canal de l'Escaut ;
- d'extincteurs à l'intérieur du hall 5, notamment à proximité des engrais classés ICPE, adaptés aux risques, bien visibles et facilement accessibles ;
- **l'absence d'extincteur sur roue de grande capacité (50 kg) et de réserve de sable à proximité des aires de chargement et de déchargement extérieures aux stockages d'engrais.**

Les documents présentés en séance ou transmis par l'exploitant par courriel du 11/05/2022 concernant le contrôle des installations sont les suivants :

- dernier rapport de vérification des extincteurs du 31/03/2021 de la société LST : 35 extincteurs sur l'ensemble du site ;
- rapport de vérification de la régie de l'eau de Denain du 23/06/2009 de la bouche incendie n°X10 situé dans la zone des Pierres Blanches : débit max à 126 m³/h. **La fréquence de contrôle annuelle n'est pas respectée ;**
- rapport des interventions des 07/05/2021 et 04/04/2022 de vérification des dispositifs de détection réalisés par la société DEF. **Ces 2 rapports font état de dysfonctionnement qui ne permettent pas une action 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;**

Ces constats amènent les non-conformités suivantes :

Non-conformité n°4 :

Le plan des locaux destiné à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ne recense pas tous les dangers de chaque local.

Non-conformité n°5 :

L'état du dispositif d'alerte déclenché par le système de détection, défini à l'article 8.2.6.5. de l'arrêté du 20/02/2013, des cases n°9 à 12 d'entreposage des engrais ne permet pas de garantir une action 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Non-conformité n°6 :

Au regard des éléments transmis par l'exploitant, la fréquence de contrôle annuelle des bouches incendie n'est pas respectée.

Non-conformité n°7 :

L'exploitant ne dispose pas d'extincteur sur roues de grande capacité (50 kg), ni de réserve de sable meuble et sec de 100 litres minimum, à proximité des aires de chargement et de déchargement extérieures aux stockages d'engrais.

Réponse de l'exploitant du 22/07/2022 :

Le plan des locaux identifiant les dangers est actualisé et mis à disposition du SDIS à l'accueil du site. Un exemplaire est joint au courrier.

L'exploitant a missionné la société DEF depuis mai 2022 pour réparer le télétransmetteur. Cependant, la société DEF rencontre des problèmes d'approvisionnement de pièces. Le bon de commande et un courriel de la société DEF explicitant ses difficultés sont joints au courrier.

L'exploitant précise qu'il est dans l'attente de chiffrages par 2 autres sociétés pour remplacer et

étendre le système de détection incendie avec l'intégration d'une sirène d'alarme. Cette nouvelle détection sera adaptée aux produits stockés et sera accompagnée par une consigne de maintenance et de vérification.
Les éléments justificatifs seront transmis dès installation du système de détection.

L'exploitant précise qu'il est en contact avec la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut (CAPH) pour la vérification des bouches incendie. Les documents transmis par cette dernière à l'exploitant font état d'un dernier contrôle en date du 22/07/2019.

Deux extincteurs sur roues et des bacs de sable ont été ajoutés à proximité des zones de chargement du hall 5. Les bons de commande et des photos sont joints au courrier.

Constats du 19/09/2022 :

Bien que le plan des locaux soit actualisé, des dangers n'y sont pas mentionnés (produits dangereux de l'atelier de maintenance, ligne d'ensilage dans le hall 5, zone de stockage des déchets liquides, stockage des emballages, ...). **A ce titre, la non-conformité 4 subsiste.**

Le dispositif d'alerte déclenché par le système de détection n'a pas fait l'objet d'une mise en conformité. L'exploitant déclare être dans l'attente des travaux. Aucun justificatif n'est présenté. **A ce titre, la non-conformité 5 subsiste.**

Au regard des éléments transmis, la vérification annuelle des bouches incendie n'est pas réalisée. **A ce titre, la non-conformité 6 subsiste.**

Les extincteurs sur roues de 50 kg et les bacs de sable sont constatés à proximité des zones de chargement du hall 5. **A ce titre, la non-conformité 7 est levée.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.5

Thème(s) : Risques accidentels, Engrais

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été proposées : Mise en demeure, respect de prescription
- délais proposé : de 15 jours à 3 mois en fonction des non-conformités

Prescription contrôlée :

Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple).

Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement.

Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence.

La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.

Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans.

L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats du 03/05/2022 :

Des dispositifs de détection au droit des 4 cases de stockage des engrais classés sous la rubrique 4702.III sont constatés lors de la visite.

Non conformité n°8 :

Aucun dispositif de détection n'est présent au droit de la case de stockage des engrais classés sous la rubrique 4702.IV.

Le rapport de l'intervention du 07/05/2021 fait état des dysfonctionnements suivants :

- état du système à l'arrivée : les zones 1 et 2 sont hors-service ;
- pas d'accès au 4 linéaires et pas d'accès au 4 déflecteurs (pas assez de déport avec la nacelle) ;
- la détection automatique est partiellement fonctionnelle ;
- au moins une des alimentations du SMSI (interne ou externe) est partiellement fonctionnelle (batterie HS) .

Le rapport de l'intervention du 04/04/2022 fait état des dysfonctionnements suivants :

- état du système à l'arrivée : zone 1 hors-service suite à dérangements ;
- malgré la transmission de l'appel au transmetteur, l'appel n'est pas passé. Transmetteur (GSM) à remplacer.

Par courriel du 11/05/2022 l'exploitant a transmis un devis du 10/05/2022 pour le remplacement du transmetteur GSM ainsi que le bon de commande associé du 11/05/2022 avec la mention « installation dès que possible ».

Non-conformité n°9 :

La transmission de l'alarme en dehors des heures d'exploitation n'est pas assurée à cause de la défaillance du transmetteur constatée depuis le 04/04/2022.

Par courriel du 04/05/2022, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous 7 jours :

- la consigne de maintenance et les compte-rendus des contrôles interne des dispositifs de détection ;
- les justificatifs de la pertinence du système de détection mis en place au niveau des cases 9 à 12.

Au jour de rédaction du présent rapport, aucun de ces éléments n'est transmis.

Non conformité n°10 :

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier l'existence d'une consigne de maintenance de ses dispositifs de détection, ni de la réalisation de contrôles internes de vérification de maintenance et de tests de ces mêmes dispositifs.

Non conformité n°11 :

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la pertinence du système retenu pour les dispositifs de détection ainsi que de leur dimensionnement.

Réponse de l'exploitant du 22/07/2022 :

L'exploitant précise qu'il est dans l'attente de chiffrages par 2 sociétés pour remplacer et étendre le système de détection incendie avec l'intégration d'une sirène d'alarme. Cette nouvelle détection sera adaptée aux produits stockés et sera accompagnée par une consigne de

<p>maintenance et de vérification.</p> <p>En attendant le remplacement complet du système de détection, un contrôle quotidien consistant à vérifier le "voyant vert" sur la centrale est réalisé. La consigne correspondante est jointe au courrier.</p>
<p>Constats du 19/09/2022 :</p> <p>Le dispositif d'alerte déclenché par le système de détection n'a pas fait l'objet d'une mise en conformité. L'exploitant déclare être dans l'attente des travaux. Aucun justificatif n'est présenté. A ce titre, les non-conformités 8, 9 et 11 subsistent.</p> <p>En l'état, la consigne transmise est insuffisante pour s'assurer du maintien en bon état de fonctionnement du dispositif de détection et de son report d'alarme (puisque ce dernier dysfonctionne). Par ailleurs, aucune consigne de maintenance n'est transmise.</p> <p>A ce titre, la non-conformité 10 subsiste.</p> <p>Des consignes de maintenance et de vérification du nouveau système de détection sont à réaliser dès son installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : de 15 jours à 3 mois en fonction des non-conformités</p>

N° 5 : Stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Engrais</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été proposées : Mise en demeure, respect de prescription • délais proposé : 1 mois
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soient des engrais ou non. Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais.</p> <p>L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur du magasin de stockage, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas ou îlots est figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure.</p> <p>Toutes les dispositions sont prises afin que les engrais ne soient pas soumis aux intempéries (pluie, neige par exemple).</p> <p>Les conditions de stockage permettent une protection efficace contre tout risque possible de contamination et de dégradation des caractéristiques physiques.</p> <p>Une case ne peut recevoir qu'un seul type d'engrais à la fois, sauf si une distance de séparation minimale de 5 mètres est respectée.</p> <p>Les stockages sont effectués de sorte qu'il n'y ait aucune possibilité de mélange accidentel des engrais entre deux cases voisines notamment.</p> <p>Les engrais en vrac ne sont pas stockés à l'air libre.</p>

Constats du 03/05/2022 :

Lors de la visite des installations du hall 5, il est constaté :

- chaque case de stockage d'engrais dispose d'un affichage du nom commercial de l'engrais stocké ;
- l'identification et les emplacements des cases de stockage ne sont pas repérables de l'extérieur du hall 5. Le mur extérieur du hall 5 (côté hall 6) dispose d'affiches qui servent à identifier les emplacements des big-bags d'engrais non classés ICPE stockés en vis-à-vis. Cet affichage est de nature à porter confusion entre les stockages intérieurs et extérieurs au hall 5 ;
- en l'absence d'intempérie lors de la visite, l'efficacité de la protection du hall 5 vis-à-vis de ces dernières n'est pas constatée (éventuelle fuite en toiture, entrée d'eau par les dispositifs de désenfumage sur les pignons) ;
- chaque case reçoit un seul type d'engrais ;
- les stockages sont effectués de sorte qu'il n'y ait aucune possibilité de mélange accidentel des engrais entre deux cases voisines ;
- aucun engrais en vrac n'est stocké à l'air libre.

Par courriel du 11/05/2022 l'exploitant a transmis les éléments complémentaires suivants :

- le nouveau modèle d'affiche au niveau de chaque case d'engrais qui précise : le n° de la case, le nom commercial, la référence de l'engrais dans le registre, la capacité de stockage de la case et la rubrique de classement ICPE ;
- des photos justifiant la mise en place de ces affiches, notamment au niveau du mur extérieur du hall 5. Toutefois, les murs (ou parois) de séparation des cases ne sont toujours pas repérés sur les parois extérieures.

Non conformité n°12 :

Les murs (ou parois) de séparation des cases de stockage des engrais classés ICPE du hall 5 ne sont pas repérés sur les parois extérieures du hall 5.

Réponse de l'exploitant du 22/07/2022 :

Des repérages extérieurs des stockages internes et externes sont réalisés. Des affiches désignant les produits en adéquation avec l'état des stocks sont également positionnées à l'extérieur. Des photos sont jointes au courrier.

Constats du 19/09/2022 :

Les murs (ou parois) de séparation des cases de stockage des engrais classés ICPE du hall 5 sont repérés depuis l'extérieur du hall 5. Les affiches désignant les produits stockés sont constatées.

A ce titre, la non-conformité 12 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Ensachage et palettisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.13

Thème(s) : Risques accidentels, Engrais

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été proposées : Mise en demeure, respect de prescription
- délais proposé : 12 mois (avec délais intermédiaires)

Prescription contrôlée :

Si un poste d'ensachage et de palettisation est installé dans le bâtiment comprenant le stockage ou dans le stockage couvert, la zone correspondante est clairement matérialisée et spécialement aménagée.

Cette zone est séparée efficacement des stockages afin de prévenir tout risque de propagation

<p>d'incendie aux stockages d'engrais. Dans ce cas, sont uniquement tolérées les matières combustibles nécessaires au fonctionnement journalier de ce poste. Elles sont limitées au strict nécessaire.</p> <p>Cette zone est équipée de moyens de prévention et de protection efficaces et adaptés aux risques encourus.</p> <p>Pour les nouvelles installations, le local d'ensachage-palettisation est séparé du stockage d'engrais par des murs REI 120 et des portes EI 120.</p> <p>Les sacs en matière combustible (usagés ou non) utilisés pour l'emballage sont stockés à l'extérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ou dans le local d'ensachage.</p>
<p>Constats du 03/05/2022 : Deux installations de conditionnement sont présentes en bout des lignes de préparation et de mélange des engrais dans le hall 5 qui comprend également les stockages couverts d'engrais classés ICPE. Lors de l'inspection, une installation de conditionnement était hors service et l'autre en maintenance.</p> <p>Les 2 installations d'ensachage-palettisation ne sont pas dans un local séparé du stockage d'engrais par des murs REI 120 et des portes EI 120.</p> <p>Ces 2 installations de conditionnement et palettisation ne sont pas prévues initialement dans le hall 5 mais dans le hall 6 (cf. article 8.2.1 ci-dessus). Administrativement, ces 2 installations d'ensachage-palettisation sont donc des installations nouvelles.</p> <p><u>Non conformité n°13 :</u> Les 2 installations nouvelles d'ensachage-palettisation, au sens administratif du terme, ne sont pas dans un local séparé du stockage d'engrais par des murs REI 120 et des portes EI 120.</p> <p>Les sacs en matière combustible (usagés ou non) utilisés pour l'emballage sont stockés à l'extérieur du hall 5.</p>
<p>Réponse de l'exploitant du 22/07/2022 : Une étude est en cours pour déplacer les installations d'ensachage et palettisation afin de les sortir du hall 5 de stockage des engrais classés. L'exploitant s'engage à tenir informé du projet retenu et de l'avancée des travaux.</p>
<p>Constats du 19/09/2022 : Dans l'attente des résultats de l'étude et des travaux de mise en conformité, la non-conformité 13 subsiste.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois (avec délais intermédiaires)</p>

N° 7 : Surveillance de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 7.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Engrais</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été proposées : Mise en demeure, respect de prescription • délais proposé : 2 mois
<p>Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par</p>

l'exploitant et spécialement formées aux caractéristiques des installations (silos, engrais dont les risques de détonation et de décomposition) et aux questions de sécurité relatives aux dangers.

L'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation ainsi qu'aux mesures de premières interventions en cas d'incident ou accident.

Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit une sensibilisation adaptée aux risques.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. La formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

[.]

Constats du 03/05/2022 :

Lors de l'inspection, la formation du personnel n'a pas été justifiée.

Par courriel du 11/05/2022, l'exploitant a précisé qu'une session de formation s'est tenue le 06/05/2022.

La feuille d'émargement et le support de formation « Book engrais » ont été transmis.

Au regard du support de formation, celle-ci a porté sur l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation relatives aux stockages d'engrais.

Dans ce même courriel, l'exploitant a transmis des feuilles d'émargement du personnel relatives à leur participation à des « réunions / formations » internes en 2020 et 2021, dont notamment plusieurs points sur la sécurité et une formation "engrais".

Au regard de celles-ci, il s'avère que du personnel, identifié sur les registres de nettoyage des installations engrais, n'a pas suivi de formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement.

Non-conformité n°14 :

En l'état, les documents transmis ne permettent pas de justifier du plan de formation mis en place au niveau de l'établissement. Ce plan de formation doit permettre de s'assurer que l'ensemble du personnel a reçu une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement, notamment le personnel intérimaire ou saisonnier. Les modalités de renouvellement doivent également y être définies.

Réponse de l'exploitant du 22/07/2022 :

Le plan de formation est mis en place.

Ce dernier ainsi qu'une convocation et le contenu d'une formation externe spécifique à l'exploitation des engrais sont joints au courrier.

Constats du 19/09/2022 :

Le plan de formation transmis est un document qui s'attache à définir le parcours de formation du personnel.

A la lecture de la convocation, il s'avère que l'ensemble du personnel dédié à l'exploitation des engrais n'est pas inscrit à la formation de juillet 2022.

L'exploitant déclare que le reste du personnel dédié à l'exploitation des engrais est inscrit à une autre session de cette même formation prévue dans le 1er trimestre 2023.

En séance, il est demandé à l'exploitant un document permettant de recenser les formations suivies par son personnel. Aucun document n'est disponible sur site, ceux-ci sont gérés par le siège.

Au regard de l'insuffisance des éléments transmis, la non-conformité 14 subsiste.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été proposées : Mise en demeure, respect de prescription • délais proposé : 2 mois
Prescription contrôlée : Tous les mélanges réalisés sont systématiquement recensés et notés sur un document. Les mélanges sont effectués uniquement avec des engrais ou des produits compatibles et ils ne conduisent pas à l'obtention de produits 1332. Les mélanges mettant en œuvre des engrais 1331-III et/ou 1331-II ne permettent pas d'obtenir des engrais 1331-I. Les caractéristiques des mélanges créés ainsi que les tests de décomposition auto-entretenue correspondants sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les tests de décomposition devront avoir été réalisés préalablement à la mise en production du mélange correspondant sur le site de Denain Logistique.
Constats du 03/05/2022 : L'exploitant déclare que tous les mélanges réalisés sont systématiquement enregistrés sur des bons de préparation. Par courriel du 04/05/2022, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous 7 jours les caractéristiques de 2 mélanges à base d'ammonitrates ainsi que les tests de décomposition auto-entretenue de ces mélanges. Par courriel du 11/05/2022 l'exploitant a transmis deux bons de préparations correspondant à des mélanges à base d'ammonitrates et la FDS des mélanges. Ces bons de préparation mentionnent les caractéristiques des mélanges créés. Aucun élément relatif au test de décomposition auto-entretenue de ces mélanges n'a été transmis. Non-conformité n°15 : Les tests de décomposition auto-entretenue correspondant aux mélanges d'engrais réalisés sur le site ne sont pas tenus à la disposition de l'inspection, ni transmis suite à sa demande. Non-conformité n°16 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les tests de décomposition des mélanges d'engrais produits sur le site sont réalisés préalablement à la mise en production du mélange.
Réponse de l'exploitant du 22/07/2022 : Les test d'auto-décomposition sont réalisés avant chaque mise sur le marché de nouveaux produits par les clients. Seul un fournisseur sollicite l'exploitant pour faire des mélanges. Le tableau des tests réalisés par ce fournisseur et un exemple de rapport de test sont joints au courrier.
Constats du 19/09/2022 : Les éléments transmis permettent de justifier que chaque mélange fait l'objet de test de décomposition auto-entretenu (test en auge) réalisés chez le fournisseur préalablement à la mise en production du mélange chez l'exploitant. A ce titre, les non-conformités n°15 et 16 sont levées.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2013, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été proposées : Mise en demeure, respect de prescription • délais proposé : 3 mois
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. [.]
Constats du 03/05/2022 : En séance, l'exploitant présente les 2 derniers rapports des 20/03/2021 et 28/04/2022 réalisés par DEKRA relatifs à la vérification périodique annuelle des installations électriques. Le rapport du 20/03/2021 fait état de 48 observations, dont 38 sont identifiées comme « observations antérieures ». 12 de ces observations concernent le hall 5 de stockage des engrais classés ICPE, dont 8 sont identifiées comme « observations antérieures ». Le rapport du 28/04/2022 fait état de 41 observations, dont 24 sont identifiées comme « observations antérieures ». 11 de ces observations concernent le hall 5 de stockage des engrais classés ICPE, dont 10 sont identifiées comme « observations antérieures ». En 2021 et 2022, les installations électriques ont été contrôlées annuellement par un organisme compétent. Toutefois, les nombreuses observations formulées dans les rapports susvisés ne permettent pas de justifier que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. De plus, la redondance des observations d'une année à l'autre ne permet pas de justifier de l'entretien en bon état des installations électriques. Non conformité n°17 : Les installations électriques ne sont pas réalisées conformément aux règles en vigueur et ne sont pas entretenues en bon état. Par courriel du 11/05/2022, l'exploitant a transmis un document de planification des travaux de mise en conformité de ses installations électriques. Les travaux sont majoritairement prévus en semaines 23 et 24 de 2022. Les derniers travaux de mise en conformité sont planifiés en semaines 36 et 37 de 2022.
Réponse de l'exploitant du 22/07/2022 : Aucune réponse sur cette non-conformité.
Constats du 19/09/2022 : A défaut d'élément, la non-conformité 17 subsiste.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Rétention et confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2013, article 7.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été proposées : Mise en demeure, respect de prescription • délais proposé : 1 mois
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...]
Constats du 03/05/2022 : Lors de la visite des installations, il est constaté que les installations suivantes sont entreposées directement sur le sol sans dispositif de rétention permettant de prévenir le risque de pollution des eaux et des sols. : - des cubitainers contenant des résidus d'huiles végétales entre les halls 5 et 6 ; - une cuve de gasoil au niveau du local de maintenance ; - des cubitainers contenant des huiles de vidanges à proximité du local de maintenance. Une nouvelle cuve de gasoil est en cours d'installation.
Non conformité n°18 : Des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont entreposés sans dispositif de rétention.
Réponse de l'exploitant du 22/07/2022 : Des rétentions mobiles adaptées aux containers de 1000 litres sont commandées. Le bon de commande et une photo sont joints au courrier.
Constats du 19/09/2022 : Les produits d'enrobage et les produits au niveau de l'atelier de maintenance sont placés sur des bacs de rétention adaptés. En raison de travaux d'aménagement de vestiaire à proximité de l'atelier de maintenance, des produits dangereux ont été déplacés et se trouvent stockés sans rétention. A ce titre, la non-conformité 18 subsiste.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois